

Publications périodiques

Comptes annuels

S.A. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SFH

Société anonyme au capital de 375 000 000 euros
Siège social : 17 cours Valmy, 92800 Puteaux
445 345 507 R.C.S. Nanterre

A. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social ; Tour Société Générale, 17 cours Valmy, 92972 Paris - La Défense Cedex.

B. — Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2018.**I. — Bilan.**

(En euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques Centrales, Comptes Courants Postaux (note 2)	11 181	17 757
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	30 662 955 222	25 592 390 331
A vue	159 377 763	139 519 670
A terme	30 503 577 459	25 452 870 661
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 4)	12 025 115	23 867 452
Comptes de régularisation (note 4)	317 751 855	401 902 845
Total	30 992 743 373	26 018 178 385

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques Centrales, Comptes Courants Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 5)	140 170 507	138 449 987
A vue		
A terme	140 170 507	138 449 987
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme		
Dettes représentées par un titre (note 6)	30 066 554 758	25 063 263 658
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	30 066 554 758	25 063 263 658
Autres dettes représentées par un titre		

Autres passifs (note 7)	957 768	846 251
Comptes de régularisation (note 7)	261 080 263	315 477 298
Provisions		
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 8)	523 980 077	500 141 191
Capital	375 000 000	375 000 000
Primes d'émission		
Réserves	6 257 060	5 340 841
Écart de réévaluation		
Provisions réglementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	118 884 131	101 475 983
Résultat de l'exercice	23 838 886	18 324 367
Total	30 992 743 373	26 018 178 385
Résultat de l'exercice en centimes :	23 838 886,47	
Total du bilan en centimes :	30 992 743 373,12	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus :		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		

Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements (note 12)		
Engagements donnés		
Engagements reçus	34 087 110 389	28 387 151 608
Engagements douteux		

II. — Compte de résultat.

(En Euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 9)	422 954 562	414 013 469
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	326 247 491	312 877 181
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	22 246 874	9 155 845
+ Autres intérêts et produits assimilés	74 460 197	91 980 443
- Intérêts et charges assimilées (note 9)	-372 024 504	-369 435 348
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-84 169 509	-93 378 627
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-287 854 995	-276 056 721
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation		
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change		
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1	
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1	
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-87 918	29 220
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-87 918	29 220
Produit net bancaire	50 842 140	44 607 341
- Charges générales d'exploitation (note 10)	-10 468 443	-9 028 448
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-10 468 443	-9 028 448
Résultat brut d'exploitation	40 373 697	35 578 894
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	40 373 697	35 578 894
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
- Immobilisations financières		
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	40 373 697	35 578 894

+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 11)	-16 534 811	-17 254 527
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	23 838 886	18 324 367

III. — Annexe.

Note 1 - Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de la société Générale SFH ont été établis conformément aux dispositions :

— Du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Selon l'art. 515-13, SG SFH est un établissement de crédit, agréé en qualité de société financière par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. La société a pour objet de consentir ou d'acquérir des prêts garantis, des expositions sur des personnes publiques et des titres et valeurs tels que définis aux Art L.515-14 à L.515-17.

— Les prêts garantis sont des prêts assortis soit d'une hypothèse de premier rang ou d'une sûreté immobilière conférant une garantie au moins équivalente, soit dans les limites et des conditions déterminées par décret en Conseil d'État, sous réserve que le prêt garanti soit exclusivement affecté au financement d'un bien immobilier, d'un cautionnement d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance n'entrant pas dans le périmètre de consolidation défini à l'art L.233-16 du Code de commerce dont relève SG SFH ;

— Les expositions sur des personnes publiques sont des éléments d'actif, tels que des prêts ou des engagements hors bilan sur des personnes dont la qualité est énumérée à l'Art L.515-15.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

— Continuité de l'exploitation,

— Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

— Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles. Aucune dépréciation n'a été constatée à l'arrêté.

Créances douteuses. — Par application du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes:

— lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),

— lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,

— s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Aucune créance douteuse n'a été constatée dans les comptes de SG SFH à l'arrêté.

Portefeuille titres. — Les titres sont classés en fonction de :

— Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;

— L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

Titres de placement :

— Actions et autres titres à revenus variables

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées. En cas de moins-values latentes, une dépréciation du portefeuille titres est constatée en comptabilité.

Les revenus attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à Revenus Variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

— Obligations et autres titres à revenu fixe

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. Les intérêts courus à recevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe" du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés selon leur valeur probable de négociation. Les plus-values ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels Société Générale SFH a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.515-19 du Code monétaire et financier.

Les dettes représentées par un titre et plus précisément par une obligation foncière sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes de remboursement et les primes d'émissions sont amorties linéairement sur la durée de vie des titres concernés. Elles figurent au bilan, dans les rubriques d'encours des types de dettes concernées.

L'amortissement de cette prime figure au compte de résultat dans les intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe. Dans les cas d'émissions d'obligations au dessus du pair, l'étalement des primes d'émission vient en diminution des intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie de compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et charges assimilées".

Au titre de l'article L.515-20 du Code monétaire et financier et de l'article 6 du règlement CRB n°99-10 du 27 juillet 1999, le montant total des éléments d'actif doit être à tout moment supérieur au montant des éléments de passif bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.515-19 du dit Code monétaire et financier.

Impôts différés. — La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif, au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Opérations en devises. — Les opérations comptabilisées par la société sont essentiellement en euro.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Autres engagements. — En l'absence de précision réglementaire sur les modalités de ventilation relative aux créances remises en pleine propriété à titre de garantie, les créances reçues par SG SFH en garantie des prêts accordés sont enregistrées en hors-bilan dans un compte de garantie reçue.

Frais de personnel – avantages du personnel. — SG SFH n'emploie pas de salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales.

Charge fiscale. — Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33.3% et de 0% pour les plus-values à long terme sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges de 1.66%. Les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû avant imputation des crédits d'impôt, à une Contribution Sociale sur les bénéfices des sociétés de 3.3%. SG SFH, constate comptablement la charge relative à la contribution sociale de solidarité, l'année à laquelle elle se rapporte. Cette contribution n'étant déductible fiscalement qu'au moment de son décaissement (année N+1), SG SFH enregistre un impôt différé actif, correspondant à l'économie

d'impôt sur les sociétés qui sera réalisée l'année du paiement de la contribution sociale de solidarité. Cet impôt différé actif est repris comptablement l'exercice suivant.

Résultat exceptionnel. — La rubrique "Résultat exceptionnel" comprend les produits et charges encourus par SG SFH dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de SG SFH.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, la société Société Générale SFH ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice. — Au cours du premier et deuxième trimestre de l'année 2017, Société Générale SFH a procédé aux opérations suivantes:

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 23.01.2017 :

- Émission de la série n° 60 d'OFH de maturité 23 janvier 2024, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros et souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,250 %.
- Remboursement anticipé de la série n°37 d'OFH de maturité 27 mai 2024, initialement souscrite par SOCIETE GENERALE, pour un montant nominal de 750 millions d'euros.
- Prêt collatéralisé n° 49, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros, maturité 23 janvier 2024 à taux fixe 0,450 %,

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 02.06.2017 :

- Émission de la série n° 61 d'OFH de maturité 02 juin 2025, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros et souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,50 %.
- Remboursement anticipé partielle de la série n° 38 d'OFH de maturité 28 juillet 2025, initialement souscrite par SOCIETE GENERALE, pour un montant nominal de 750 millions d'euros.
- Prêt collatéralisé n° 50, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros, maturité 02 juin 2025 à taux fixe 0,70 %.

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 23.06.2017 :

- Émission de la série n° 62 d'OFH de maturité 23 juin 2021, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,00 %.
- Prêt collatéralisé n° 51, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 23 juin 2021 à taux fixe 0,20 %.
- Émission de la série n° 63 d'OFH de maturité 23 juin 2022, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,097 %.
- Prêt collatéralisé n° 52, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 23 juin 2022 à taux fixe 0,297 %.
- Émission de la série n° 64 d'OFH de maturité 23 juin 2027, pour un montant nominal total de 1000 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,950 %.
- Prêt collatéralisé n° 53, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros, maturité 23 juin 2027 à taux fixe 1,15 %.

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 18.10.2017 :

- Émission de la série n° 65 d'OFH de maturité 18 octobre 2027, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros et souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,75 %.
- Remboursement anticipé de la série n° 64 d'OFH de maturité 23 juin 2027, initialement souscrite par SOCIETE GENERALE, pour un montant nominal de 1 000 millions d'euros.
- Prêt collatéralisé n° 54, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros, maturité 18 octobre 2027 à taux fixe 0,95 %.

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 19.12.2017 :

- Émission de la série n° 66 d'OFH de maturité 19 décembre 2018, pour un montant nominal total de 1000 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,00 %.
- Prêt collatéralisé n° 55, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros, maturité 19 décembre 2018 à taux fixe 0,20 %.
- Émission de la série n° 67 d'OFH de maturité 19 décembre 2019, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,00 %.
- Prêt collatéralisé n° 56, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 19 décembre 2019 à taux fixe 0,20 %.
- Émission de la série n° 68 d'OFH de maturité 19 décembre 2020, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,00 %.
- Prêt collatéralisé n° 57, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 19 décembre 2020 à taux fixe 0,20 %.
- Émission de la série n° 69 d'OFH de maturité 19 décembre 2023, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,240 %.
- Prêt collatéralisé n° 58, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 19 décembre 2023 à taux fixe 0,44 %.
- Émission de la série n° 70 d'OFH de maturité 19 décembre 2024, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,400 %.
- Prêt collatéralisé n° 59, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 19 décembre 2024 à taux fixe 0,60 %.
- Émission de la série n° 71 d'OFH de maturité 19 décembre 2025, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,560 %.
- Prêt collatéralisé n° 60, pour un montant nominal total de 500 millions d'euros, maturité 19 décembre 2025 à taux fixe 0,76 %.
- Émission de la série n° 72 d'OFH de maturité 19 décembre 2028, pour un montant nominal total de 1000 millions d'euros, et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 1,010 %.
- Prêt collatéralisé n° 61, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros, maturité 19 décembre 2028 à taux fixe 1,21 %.

Aussi Société Générale SFH a procédé aux opérations suivantes :

- SG SFH a remplacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 05/01/2017 au 20/03/2017 pour un montant total de 366 millions d'euros, à taux fixe -0,16 %(PEC 8824813).
- SG SFH a remplacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 20/03/2017 au 26/06/2017 pour un montant total de 363 millions d'euros, à taux fixe -0,34 %(PEC 8995200).
- SG SFH a remplacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 27/06/2017 au 29/09/2017 pour un montant total de 400 millions d'euros, à taux fixe -0,38 %(PEC 9207735).

—SG SFH a replacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 29/09/2017 au 29/12/2017 pour un montant total de 410 millions d'euros, à taux fixe -0,38 %(PEC 9412401).

—SG SFH a replacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 29/12/2017 au 29/03/2018 pour un montant total de 410 millions d'euros, à taux fixe -0,37 %(PEC 9613268).

—Échéance de la série n° 26 d'OFH de maturité 19 décembre 2017, pour un montant nominal total de 1 500 millions d'euros, souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 1,00 %.

Société Générale SFH a procédé aux opérations suivantes en date de valeur 31.12.2017 :

—Concernant la régularisation sur la cotisation FRU 2016, SFH a payé 4 599 398 euros (cotisation réelle 4 086 851,01 euro) et nous avons reçu 3 245 743,89 euro (montant compensé avec contribution FRU 2017 : 997 586,44 euro, déduction de la contribution 2015 : 140 017,13 euro et ajustement SPI 16 462,19 euro).

—Conformément au projet de loi de Finances 2017, adoptée le 20 décembre 2016, avait instauré une réduction progressive du taux d'imposition en France, à savoir 28 % (hors contribution sociale) à horizon 2020. La loi de Finances 2018 vient modifier la loi de Finances 2017 :

—En étendant l'horizon de baisse du taux à 2022 (au lieu de 2020),

—En modifiant le taux d'imposition France à 25 %, hors contribution sociale (au lieu de 28 % hors contribution sociale).

—D'ici 2022, le taux normal de l'impôt sur les sociétés diminuerait progressivement de 33,33 % à 25 % (hors contribution sociale) selon l'échéancier suivant :

Taux IS PLF 2018	2018	2019	2020	2021	2022
Tranche bénéfices < 500 milliers d'euros	28 %	28 %	28 %	26,5 %	25 %
Tranche bénéfices > 500 milliers d'euros	33,33 %	31 %			
Taux incluant la CSB*	34,43 %	32,02 %	28,92 %	27,37 %	25,83 %

—SG SFH faisant partie du Groupe d'intégration Fiscale France de la Société Générale (GFF), doit appliquer dans ses comptes sociaux le taux d'IS de la tête de groupe soit 33,1/3 % jusqu'en 2018, puis diminuerait progressivement de 33,33 % à 25 %. L'impact de la modification du taux d'IS sur l'étalement de la soulté a été comptabilisé dans le comptes sociaux de la société SFH au 31/12/2017, ce qui a entraîné un retraitement de 5. 4 millions d'euros sur la valeur de l'impôt différé.

Événements postérieurs à la clôture. — Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 19.01.2018 :

—Émission de la série n° 73 d'OFH de maturité 19 janvier 2028, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros et souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 0,75 %.

—Remboursement anticipé partielle de la série n°72 d'OFH de maturité 19 décembre 2028, initialement souscrite par SOCIETE GENERALE, pour un montant nominal de 750 millions d'euros.

—Prêt collatéralisé n° 62, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros, maturité 19 janvier 2028 à taux fixe 0,95 %.

Note 2. – Opérations interbancaires et assimilées.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Caisses		
Banques centrales	11 181	17 757
Comptes courants postaux		
Total	11 181	17 757

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	30 662 955 222	25 592 390 331
A vue :	159 377 763	139 519 670
Comptes ordinaires	159 377 763	139 519 670
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	30 503 577 459	25 452 870 661
Prêts et comptes à terme	30 503 577 459	25 452 870 661
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut	30 662 955 222	25 592 390 331
Dépréciations		
Total net	30 662 955 222	25 592 390 331
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	30 662 955 222	25 592 390 331

Note 4. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total	12 025 115	23 867 452
Compte courant SG impôt groupe	11 635 663	19 483 410
Débiteurs divers	389 452	4 384 042
Comptes de régularisation :		
Sous-total	317 751 855	401 902 845
Charges comptabilisées d'avance	253 827 845	309 808 361
Étalement des primes d'émission	29 541 800	20 844 929
Étalement soulte prêt	224 286 045	288 963 431
Produits à recevoir		
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés (*)	63 924 010	92 094 484
Autres comptes de régularisation		
Total brut	329 776 970	425 770 297
Dépréciations		
Total net	329 776 970	425 770 297
(*) Les impôts différés sont détaillés dans la note 11		

Note 5. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :		
Dépôts et comptes ordinaires		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	140 170 507	138 449 987
Emprunts et comptes à terme	140 157 865	138 310 475
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	12 642	139 511
Titres donnés en pension		
Total	140 170 507	138 449 987

Note 6. – Dettes représentées par un titre.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	29 900 000 000	24 900 000 000
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	29 900 000 000	24 900 000 000
Dettes rattachées	166 554 758	163 263 658
Total	30 066 554 758	25 063 263 658

Note 7. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	957 768	846 251
Compte courant SG impôt groupe		
Versement restant à effectuer sur titres		
Créditeurs divers	739 075	661 178
Taxes charges à payer	216 264	185 073
Valeur ajoutée fiscale sur provision Expense (TVA)	2 430	
Comptes de régularisation	261 080 263	315 477 298
Charges à payer	7 294 964	5 718 162
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif		
Comptes de régularisation		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance	253 785 300	309 759 136
Autres comptes de régularisation		
Total	262 038 031	316 323 549

Note 8.

1. Évolution des capitaux propres :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	119 800 350
Report à nouveau antérieur	101 475 983
Résultat de la période	18 324 367
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	119 800 350
Réserve légale	916 219
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	118 884 131
<i>(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2017 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 17 mai 2018.</i>	

2. Capital social. — Le capital social est composé de 37 500 000 actions de 10 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En Euros)	Montant
Réserve légale	6 257 060
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	6 257 060

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En Euros)	Montant
Résultat disponible	142 723 017
Report à nouveau antérieur	118 884 131
Résultat de la période	23 838 886
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	142 723 017
Réserve légale	1 191 944
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	141 531 073

5. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	375 000 000			375 000 000
Primes d'émission				
Réserves	5 340 841	916 219		6 257 060
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	101 475 983	17 408 148		118 884 131
Résultat de l'exercice	18 324 367	23 838 886	18 324 367	23 838 886
Distribution				
Total	500 141 191	42 163 253	18 324 367	523 980 077

Note 9.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	84 169 509	326 247 491	242 077 982	219 498 554
Op. Avec banques centrales, comptes courants postaux et Ets de crédit	84 169 509	326 247 491		219 498 554
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :				
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	287 854 995	22 246 874	-265 608 121	-266 900 876
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés		74 460 197	74 460 197	91 980 443
Total	372 024 504	422 954 562	50 930 058	44 578 121

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

Note 10.

1. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	2017	2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-10 468 443	-9 028 448
Impôts et taxes	-2 550 313	-2 214 368
Services extérieurs	-7 918 130	-6 814 080
Autres		
Total	-10 468 443	-9 028 448

2. Effectif moyen :

	France	Étranger	2017	2016
Cadres				
Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 11.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	-11 635 663	-18 349 878
Charge fiscale différée	28 170 474	35 604 405
Total	16 534 811	17 254 527

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

(En Euros) Ventilation résultats	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	40 373 697	-45 995 084	-11 635 663		-11 635 663	52 009 360
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	40 373 697	-45 995 084	-11 635 663		-11 635 663	52 009 360
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	40 373 697	-45 995 084	-11 635 663		-11 635 663	52 009 360
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)						

V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	40 373 697	-45 995 084	-11 635 663		-11 635 663	52 009 360
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant	40 373 697	-45 995 084	-11 635 663		-11 635 663	
Impôt différé		28 170 474	-28 170 474		-28 170 474	28 170 474
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions						
IS ajustement N-1						
Résultat net	40 373 697	-17 824 610	16 534 811		16 534 811	23 838 886
(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance						

3 - Situation fiscale différée :

(En Euros)	Base	Taux	Actif 2017	Passif 2017	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
Organic 31/12/2017	-646 327	25,83 %	-166 946			
Extourne organic 31/12/2016	632 022	34,43 %	217 605			
Neutralisation étalement soult SWAP - restructuration 2015 au 31.12.2017	-67 987 291	34,43 %	-23 408 024			
	-51 819 380	32,02 %	-16 592 565			
	-39 689 624	28,92 %	-11 478 239			
	-28 121 267	27,37 %	-7 696 791			
	-17 736 912	25,83 %	-4 581 444			
Extourne étalement soult SWAP - restructuration 2015 au 31.12.2016	194 984					
	120	34,43 %	67 133 032			
	85 547 802	28,92 %	24 743 846			
Accroissement futur d'impôt						
Total			28 170 474		28 170 474	35 604 405

Note 12. – Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan. Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise."

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - engagements reçus et donnés :

(En Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2 - Hors-bilan - engagements sur titres :

(En Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3. Hors-bilan - engagements douteux :

1.4. Hors-bilan - autres engagements :

(En Euros)	Nature	31/12/2017
PPI en garantie par SG		34 087 110 389

2. Engagements non comptabilisés en hors bilan :

(En Euros)	31/12/2017	Échéance	Bénéficiaire contrepartie	Commentaires
Engagements donnés				
Engagements reçus				

Note 13.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes					
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré					
Swaps de taux d'intérêt					
Swaps financiers de devises					
FRA					
Autres					
Opérations conditionnelles					
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices					
Autres options					
Total					

2 - Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Total				

Note 14. – Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir.

(En Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	762 955 222	2 500 000 000	9 650 000 000	17 750 000 000	30 662 955 222
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					

Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	140 170 507				140 170 507
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre	166 554 758	2 500 000 000	9 650 000 000	17 750 000 000	30 066 554 758

Note 15. – Identité de la société consolidant.

Les comptes annuels de la SA SOCIETE GENERALE SFH sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

— SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 16. – Intégration fiscale.

La Société Société Générale SFH est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2008

Son résultat fiscal ayant servi de base au calcul de l'impôt est le suivant:

Déficit à court terme de -33 791 860 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette créance de 11 635 663 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 17. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
Postes de l'actif	30 992 732 192	30 992 732 192
Créances sur les établissements de crédit	30 662 955 222	30 662 955 222
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations		
Autres actifs et comptes de régularisation	329 776 970	224 286 045
Postes du passif	30 468 763 296	19 887 151 423
Dettes envers les établissements de crédit	140 170 507	140 170 507
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	30 066 554 758	19 593 286 152
Autres passifs et comptes de régularisation	262 038 031	153 694 764
Provisions et subventions d'investissement		
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan	34 087 110 389	34 087 110 389
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		

Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements douteux		
Autres engagements		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus	34 087 110 389	34 087 110 389
Postes du compte de résultat		
Intérêts et produits assimilés	422 954 562	396 259 196
Revenus des titres à revenu variable		
Produits de commissions		
Intérêts et charges assimilées	-372 024 504	-179 899 639
Charges de commissions		
Autres charges d'exploitation bancaires	-87 918	-82 579
Autres frais administratifs	-10 468 443	-6 819 753

Note 18. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre commissaire aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élève :

DELOITTE et ASSOCIES	17 060,00 €HT
ERNST et YOUNG	17 060,00 €HT

Les honoraires CAC compléments liés à la réforme de l'audit, au titre de l'exercice 2017, s'élève à :

DELOITTE et ASSOCIES	10 500,00 €HT
ERNST et YOUNG	10 500,00 €HT

Note 19. – Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Activités d'exploitation		
Résultat de l'exercice	23 839	18 324
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit		
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement		
Dotations nettes aux provisions/crédit		
Gains nets sur la cession d'immobilisations		
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	28 170	35 604
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	-5 050 700	-3 255 082
Flux de trésorerie sur titres de placement		
Flux de trésorerie sur titres d'investissement		
Flux sur autres actifs	3 336	-3 983
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	3 297	-1 594 910
Émissions nettes d'emprunts		
Flux sur autres passifs	8 618	-173 492
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	-4 983 440	-4 973 538
Activités d'investissement		
Flux liés à la cession de :		
Actifs financiers		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Décaissements pour l'acquisition de :		
Actifs financiers		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux net provenant d'autres activités d'investissement		

Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement		
Activités de financement		
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions		
Dividendes versés		
Émissions nettes de dettes subordonnées		
Autres	5 003 291	2 886 084
Trésorerie nette due aux activités de financement	5 003 291	2 886 084
Total activités	19 852	-2 087 454
Variation de la trésorerie nette	19 852	-2 087 454
Trésorerie à l'ouverture	139 537	2 226 991
Trésorerie à la clôture	159 388	139 537
Net	19 852	-2 087 454
Caisse et banques centrales	11	18
Opérations à vue avec les établissements de crédit	159 377	139 519
Total	159 388	139 537

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités d'investissement et des activités de financement entre deux exercices financiers.

Les activités de financement représentent les Emprunts Obligataires.

Le TFT a été établi conformément aux règles applicables au règlement 2014-07 du Comité de la réglementation bancaire applicable aux établissements de crédit, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française

IV. — Affectation du résultat.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice d'exercice, soit 23.838.886,47 euros augmenté du report à nouveau antérieur, créditeur de 118.884.131,20 euros, soit un résultat à affecter de 142.723.017,67 euros, de la manière suivante :

Réserve légale (5 % du bénéfice)	1.191.944,32 euros
Report à nouveau	141.531.073,35 euros

L'Assemblée Générale prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices. Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SG SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre

jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressées aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, 29 mars 2018.

Les commissaires aux comptes :

DELOITTE & ASSOCIES ;
Marjorie Blanc-Lourme,

ERNST & YOUNG et Autres ;
Micha Missakian.